

1. ÉCONOMIES DU SAVOIR : TENDANCES ET CARACTÉRISTIQUES

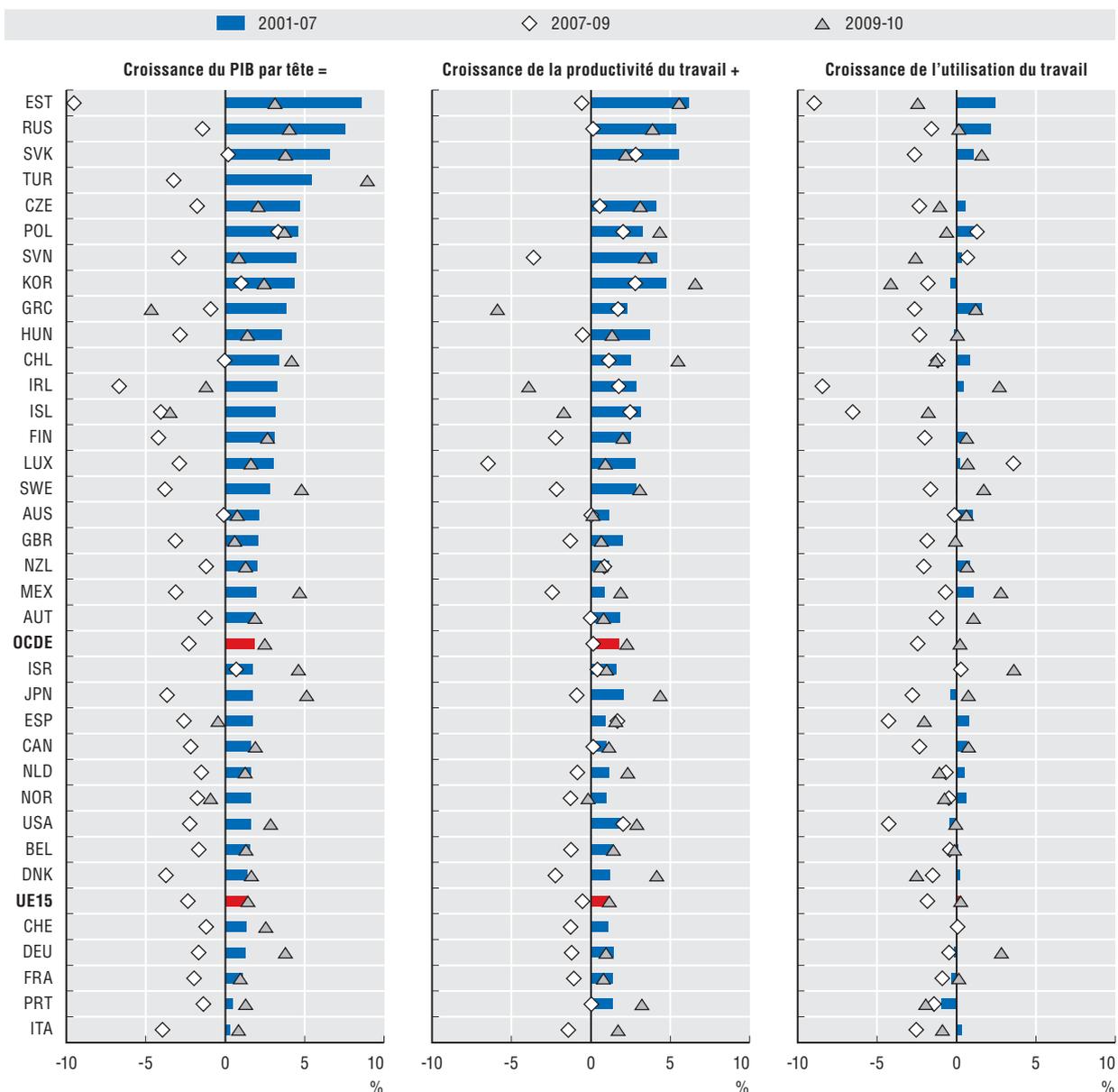
Sources de croissance

La croissance du PIB et la crise

Le monde est confronté aujourd'hui à des défis majeurs, et les effets de la récession économique se feront sentir dans nos sociétés pendant des années. Il est d'usage de mesurer le bien-être des nations par le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Les variations de cet indicateur peuvent être le résultat d'une évolution de la productivité du travail (le PIB par heure travaillée) et de l'utilisation de la main-d'œuvre (le nombre d'heures travaillées par personne employée et l'emploi par habitant). Le ralentissement de la productivité du travail émoussait déjà la croissance avant la crise, et les données sur la période 2007-09 montrent l'effet de la récession sur le travail et le capital. En 2010, une croissance généralisée a marqué le début d'une reprise mondiale. Le rythme de cette reprise varie toutefois entre les pays de l'OCDE, dont la plupart sont encore aux prises avec un chômage élevé et doivent impérativement trouver de nouvelles sources durables de croissance.

Décomposition de la croissance du PIB par habitant, 2001-07, 2007-09 et 2009-10

Ensemble de l'économie, variation en pourcentage au taux annuel



Source : OCDE, Base de données sur la productivité, juin 2011. Voir notes de chapitre.

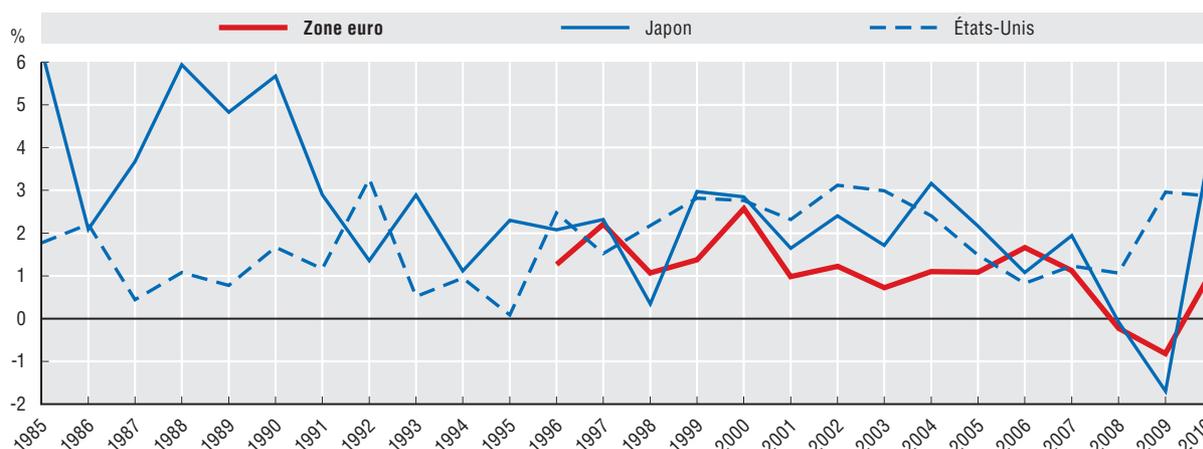
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488293>

Convergence de la productivité

Pendant les années 80 et jusqu'au début des années 90, la productivité du travail a progressé plus rapidement au Japon qu'aux États-Unis, en partie en raison d'une durée de travail plus longue. Elle s'est accélérée aux États-Unis dans la seconde moitié des années 90 pour atteindre 2.5 %, faisant apparaître un nouvel écart, notamment avec la zone euro. Après 2003 s'est amorcée une convergence à la baisse qui a ramené la productivité de toutes les grandes régions de l'OCDE à un niveau similaire de l'ordre de 1 % à 2 % en 2007. En 2008, nouvel écart, la productivité a progressé d'environ 1.1 % aux États-Unis tandis qu'elle a sensiblement ralenti dans l'après-crise au Japon et dans la zone euro, avant de rebondir en 2010 à 2.9 % et 1.1 %, respectivement. En 2009, après 20 ans d'un écart persistant par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE, à la fois pour le PIB et la productivité du travail, les BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, République populaire de Chine et Afrique du Sud), en particulier la Chine, ont affiché une évolution positive même s'il subsiste un écart notable.

Croissance de la productivité du travail, ensemble de l'économie, 1985-2010

Taux de croissance annuel

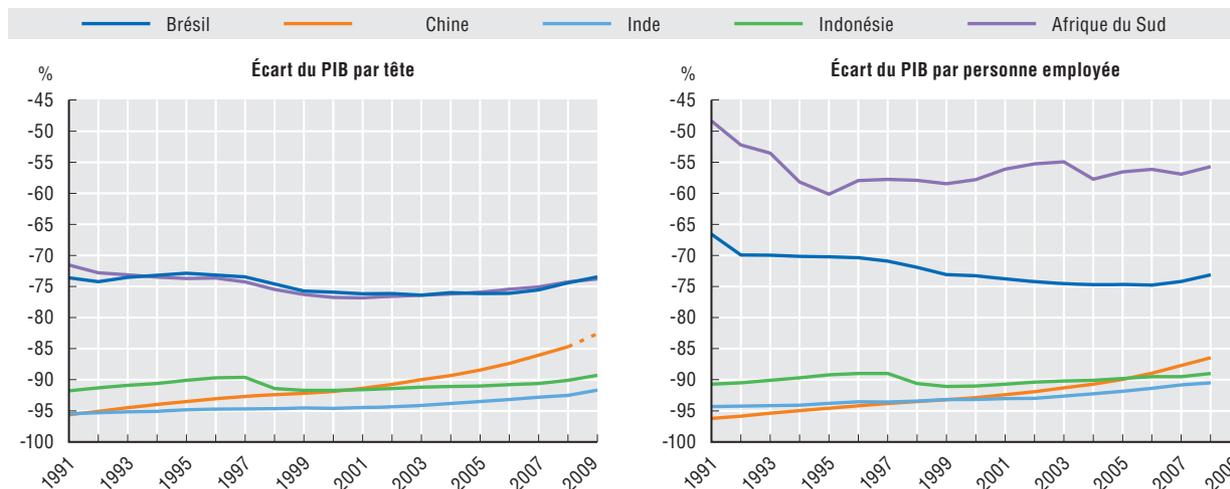


Source : OCDE, Base de données sur la productivité, juin 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488312>

PIB par habitant et productivité du travail dans les BIICS, 1991-2009

Écart par rapport à la moyenne de la moitié supérieure des pays de l'OCDE, en points de pourcentage



Source : OCDE (2011), Réformes économiques 2011 : Objectif croissance, Éditions OCDE, Paris ; d'après Banque mondiale (2010), Indicateurs du développement dans le monde (WDI) et OIT, Base de données sur les indicateurs clés du marché du travail (KILM), 2010.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488331>

1. ÉCONOMIES DU SAVOIR : TENDANCES ET CARACTÉRISTIQUES

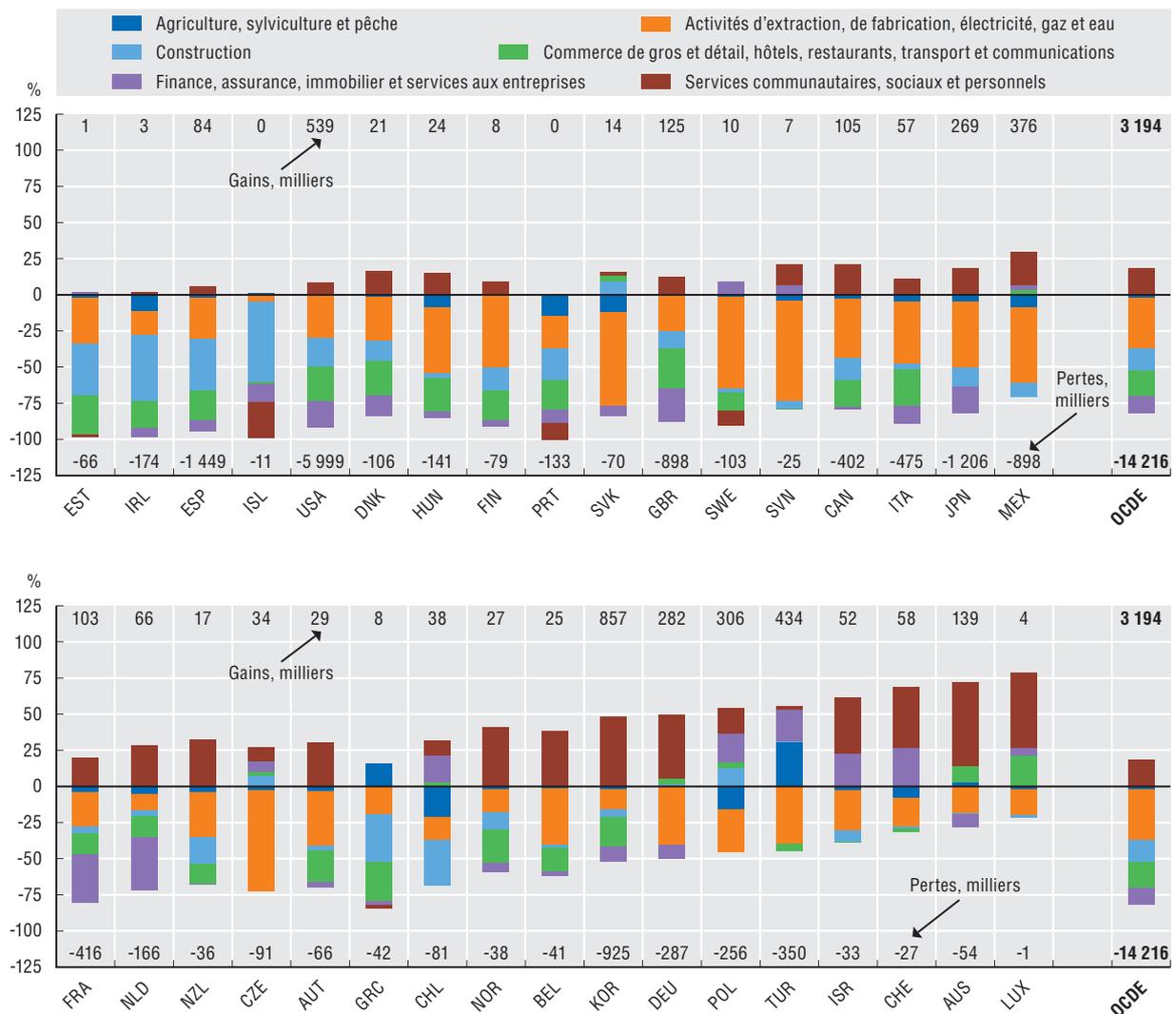
Sources de croissance

L'emploi pendant la crise

Entre 2008 et 2009, dans l'immédiat après-crise, la zone OCDE a subi une perte nette d'environ 11 millions de personnes employées, soit une baisse de 2 %, dont la moitié a été enregistrée aux États-Unis. Une progression de 3.2 millions d'emplois dans la catégorie des « services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels » n'a compensé qu'en partie une chute de 14.2 millions dans les autres secteurs. Les industries manufacturières, grandes victimes de la crise, ont accusé un recul considérable dans tous les pays de l'OCDE. Le secteur de la construction a surtout souffert au Chili, en Estonie, en Islande, en Irlande, en Grèce et en Espagne. Dans le domaine des finances et des services aux entreprises, les pertes ont été particulièrement sensibles aux États-Unis, en France, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les secteurs de la vente en gros, vente au détail, de l'hôtellerie et des transports s'en sont tirés indemnes dans de rares pays de l'OCDE.

Géographie des pertes d'emplois, 2008-09

Contribution à l'évolution de l'emploi total, par grand secteur d'activité économique



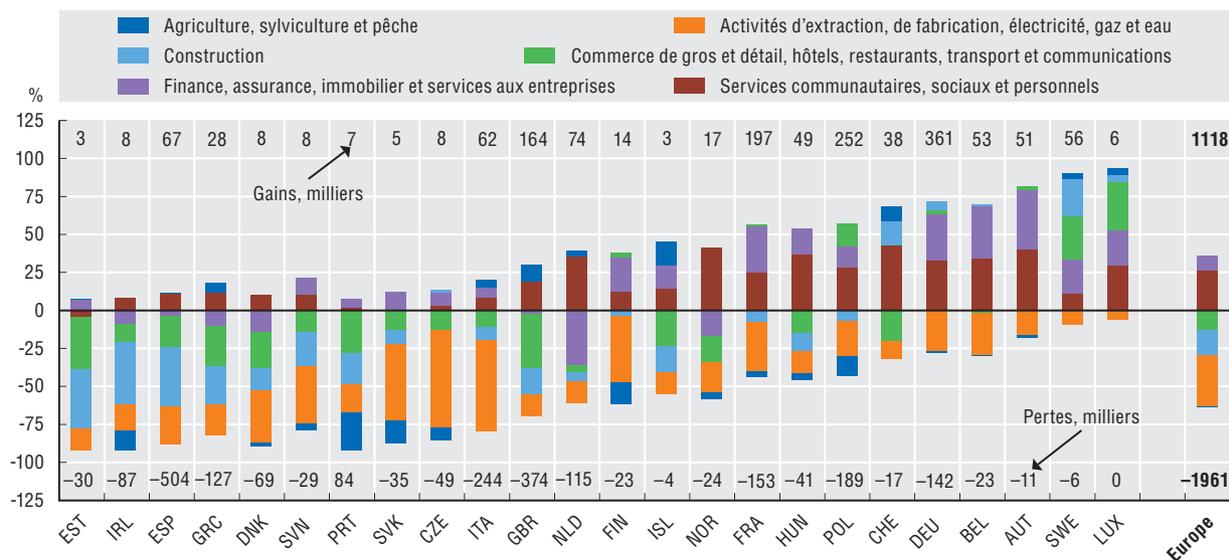
Source : OCDE, Base de données pour l'analyse structurelle (STAN), Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux et instituts statistiques nationaux, juin 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488350>

Beaucoup de pays de l'OCDE ont continué de perdre de nombreux emplois pendant une bonne partie de l'année 2010. Les données disponibles pour l'Europe indiquent que des pays comme le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce et l'Irlande ont encore accusé une perte de plus de 2 % par rapport à 2009.

Géographie des pertes d'emplois en Europe, 2009-10

Contribution à l'évolution de l'emploi total, par grand secteur d'activité économique



Source : OCDE, Base de données sur les comptes nationaux et instituts statistiques nationaux, juin 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488388>

Comment lire ces graphiques

Pour évaluer l'impact de la récente crise économique sur l'emploi dans les différents secteurs d'activité, il est possible de « normaliser » les variations sectorielles des niveaux d'emploi afin de mettre en évidence leur contribution respective, dans chaque pays, à l'évolution totale de l'emploi entre 2008 et 2009. Pour ce faire, les variations sectorielles sont exprimées, pour chaque pays, en pourcentage de la somme des variations absolues. Les groupes d'activité sont définis selon les divisions 01-05, 10-41, 45, 50-64, 65-74 et 75-95 de la CITI Rév. 3. Les données sources fournies à l'OCDE sont définies selon la CITI Rév. 3, sauf en ce qui concerne la France, l'Islande et la Suisse, pour lesquelles sont utilisées les récentes données nationales publiées, ventilées selon la NACE Rév. 2 (CITI Rév. 4).

Les gains et les pertes, en milliers, représentent respectivement la somme des secteurs où les variations sont positives et la somme des secteurs où les variations sont négatives. Une ventilation plus fine (par exemple au niveau à deux chiffres de la CITI Rév. 3) aboutirait à des estimations différentes des gains et des pertes totales. Par exemple, dans les pertes indiquées pour les catégories finance, assurances, immobilier et services aux entreprises (65-74), certains services aux entreprises (classification à deux chiffres) ont peut-être enregistré des gains d'emplois modestes. Malgré tout, étant donné le recul généralisé, toutes activités confondues, entre 2008 et 2009, l'utilisation de données de la classification à deux chiffres (le cas échéant) ne modifierait pas l'analyse de façon notable.

Les données sur l'emploi proviennent pour l'essentiel des comptes nationaux et sont exprimées en termes de personnes employées, sauf en ce qui concerne le Canada, le Japon et la Nouvelle-Zélande, pour lesquels les chiffres portent sur les emplois. La prudence est de rigueur lorsqu'il s'agit de comparer les variations de l'emploi structurel dans ces trois pays et dans les autres. En général, pour les pays qui fournissent des données sur l'emploi à la fois en termes de personnes employées et d'emplois, la perte d'emplois proprement dite était supérieure à la perte de personnes employées, en raison du passage à un emploi à temps partiel, du partage des emplois, etc. Ainsi, les États-Unis ont perdu près de 6.5 millions d'emplois entre 2008 et 2009, mais en termes de personnes employées, la perte est plutôt voisine 5.5 millions.

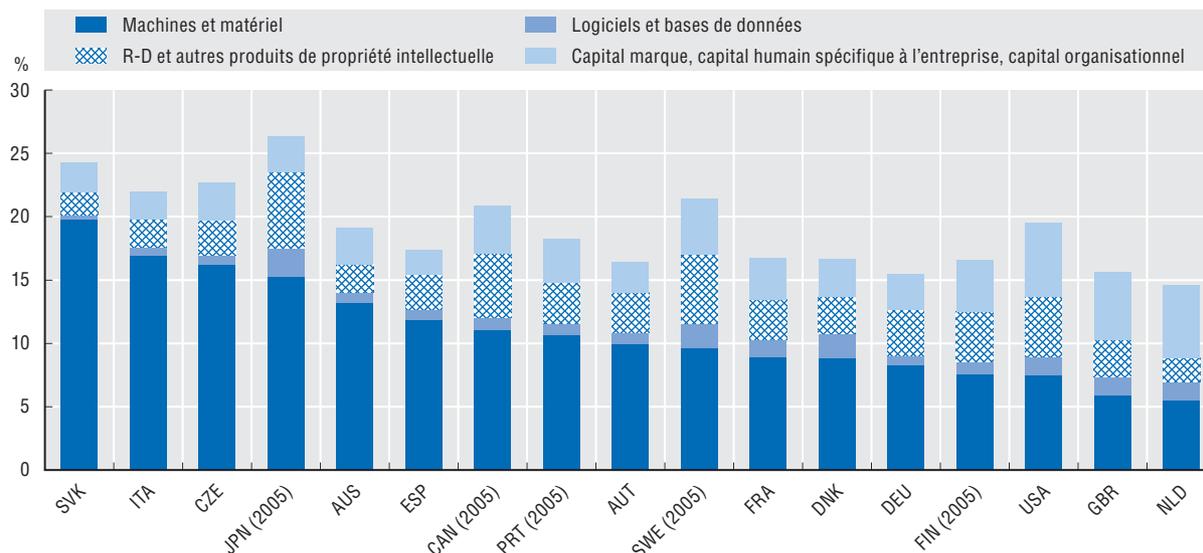
1. ÉCONOMIES DU SAVOIR : TENDANCES ET CARACTÉRISTIQUES

Sources de croissance

Nouvelles sources de croissance : les actifs immatériels

L'innovation ne repose pas uniquement sur l'investissement dans la recherche et le développement (R-D), mais également sur des actifs complémentaires tels que les logiciels, le capital humain et des structures organisationnelles adaptées. L'investissement dans ces actifs immatériels est en augmentation et dépasse même l'investissement dans le capital physique (machines et équipements) aux États-Unis, en Finlande, au Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède.

Investissement dans les actifs fixes et immatériels, rapporté au PIB, 2006



Note : Les estimations sont basées sur des études nationales. Elles ne font pas appel à des méthodes et définitions normalisées.

Source : OCDE, les données relatives à l'investissement immatériel sont basées sur COINVEST www.coinvest.org.uk et sur des estimations nationales effectuées par des chercheurs. Les données relatives à l'investissement fixe sont le résultat de calculs de l'OCDE fondés sur la Base de données sur les comptes nationaux annuels de l'OCDE et sur la Base de données EU KLEMS, mars 2010. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488407>

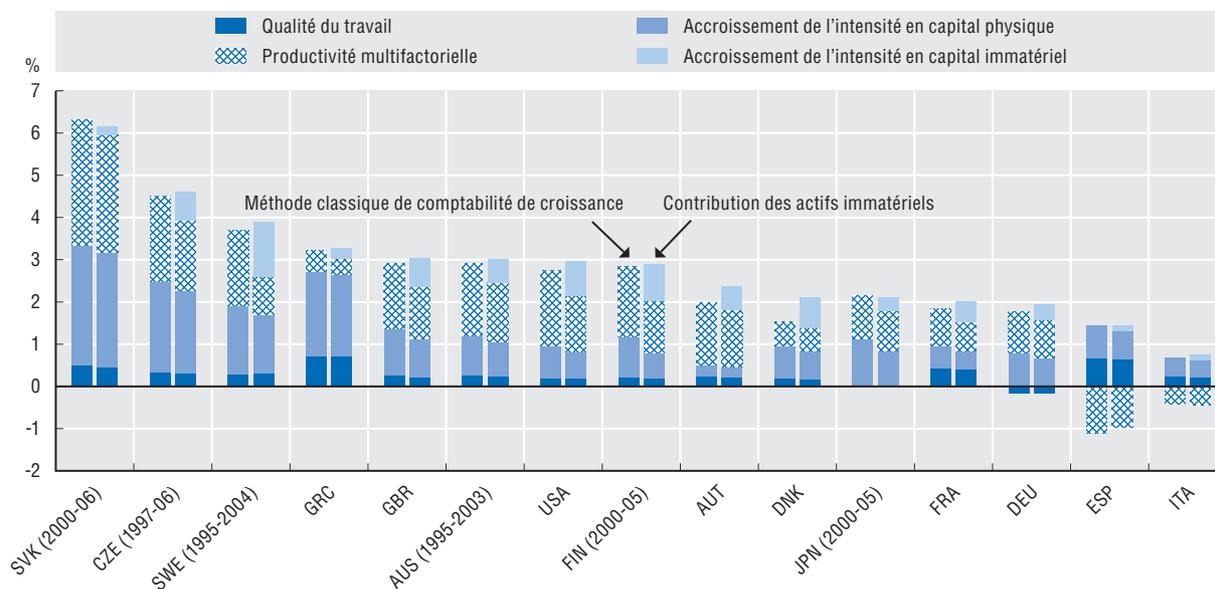
Qu'entend-on par « actifs immatériels » ?

Appelés parfois « actifs cognitifs » ou « capital intellectuel », les actifs immatériels correspondent à des « revendications sur des avantages futurs qui n'ont pas de représentation physique ou financière » (Lev, 2001). Ils désignent le plus souvent la R-D, le personnel clé et les logiciels, mais ils recouvrent un nombre d'actifs infiniment plus larges. Corrado, Hulten et Sichel (2006) proposent ainsi une classification des investissements immatériels en trois grandes catégories : données informatisées (logiciels et bases de données), capital innovation (R-D scientifique et non scientifique, droits d'auteur, dessins, marques), et compétences économiques (capital marque, capital humain spécifique à l'entreprise, réseaux et institutions, savoir-faire organisationnel contribuant à l'efficacité de l'entreprise, aspects liés à la publicité et à la commercialisation). À partir de cette classification, les chercheurs de plusieurs pays ont calculé des agrégats pour l'investissement immatériel, dont certains – les logiciels, et plus récemment, la R-D – sont aujourd'hui reconnus par la communauté statistique internationale comme des actifs physiques et seront pris en compte dans le Système de comptabilité nationale (voir *OECD Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*, 2010). La réflexion doit se poursuivre en vue d'harmoniser la définition des actifs immatériels et de recueillir des données sur une base comparable internationalement afin de mieux identifier et mesurer les nouvelles sources de croissance.

Les actifs immatériels et la productivité

Selon un nouveau courant de recherche, les dépenses que les entreprises consacrent aux actifs immatériels contribuent à la croissance de leur production non seulement sur le moment, mais également des années plus tard. Des estimations de la contribution des actifs immatériels à la croissance de la productivité du travail montrent que dans certains pays, ces actifs sont à l'origine d'une fraction importante de la croissance de la productivité multifactorielle (mesure du changement technologique, faute d'une mesure pleinement satisfaisante des sources de la performance économique).

Croissance de la productivité du travail : la contribution des actifs immatériels, 1995-2006



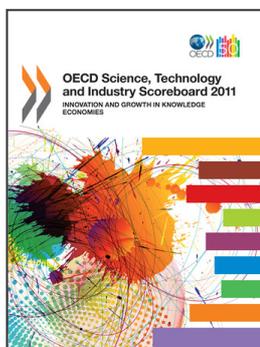
Note : Les estimations sont fondées sur des études nationales. Elles ne font pas appel à des méthodes et définitions normalisées.

Source : OCDE, à partir d'articles de recherche, 2009. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932488426>

Comment lire ce graphique

Qu'advient-il lorsqu'on tient compte de l'investissement dans des actifs immatériels autres que les logiciels dans des estimations du PIB et dans la ventilation de la croissance de la productivité du travail ? Dans ce cas, le PIB devrait approximativement augmenter de l'équivalent de l'investissement dans ces actifs immatériels, corrigé pour tenir compte des échanges de ce type d'actifs. La contribution du capital physique (machines et technologies de l'information et des communications - TIC) à la croissance de la productivité du travail diminue parce que l'investissement dans les logiciels est assimilé à l'investissement dans des actifs immatériels. La productivité multifactorielle (PMF) traduit l'efficacité de l'utilisation des facteurs travail et capital, par exemple par l'amélioration de la gestion des processus de production, le changement organisationnel ou, de façon plus générale, la R-D et l'innovation. La PMF diminue lorsque l'investissement dans la R-D et d'autres actifs immatériels associés à l'innovation est considéré comme une source de croissance distincte, soit l'« accroissement de l'intensité en capital immatériel ». Bien que la comparabilité de ces estimations reste médiocre, du fait de différences tenant aux sources de données, aux méthodologies et aux hypothèses relatives aux déflateurs et aux taux d'amortissement, elles constituent une première étape vers la reconnaissance de l'importance de l'investissement dans les actifs immatériels comme source de croissance.



Extrait de :
**OECD Science, Technology and Industry
Scoreboard 2011**

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Sources de croissance », dans *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-5-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.